

# Gilets jaunes : les quatre dossiers qui ont mis le feu aux poudres



Les Bonnets rouges avaient chahuté François Hollande, les Gilets jaunes sont en train de bousculer Emmanuel Macron sinon de le déstabiliser. Car ce qui ressort des slogans du Mouvement est, d'une part, le refus des taxes arbitraires décidées par l'oligarchie, d'autre part, la lassitude devant un bateleur qui, promettant tout, ne donne rien, qui, derrière ses paroles compassionnelles, pressure, rogne et exploite sans vergogne les classes moyennes et les pauvres.

Le nouveau ministre de l'Intérieur a reconnu l'importance du mouvement mais en la minimisant, selon la règle, alors que ce mouvement spontané issu de la base en colère est stupéfiant dans son ampleur et son élan. Stupéfiante aussi la solidarité entre automobilistes, routiers, retraités, commerçants,

habitants de la France périphérique... Selon les sondages, 70% des Français, toutes classes et tous âges confondus, soutiennent les Gilets jaunes. Non, le menu peuple n'est pas quantité négligeable, et lui qui vit bien souvent avec moins de 1000 € par mois sinon 700 ou 800 (350 € pour un tiers des paysans) refuse de disparaître comme le voudrait la marche de l'histoire macronienne pour qui seuls comptent ceux qui réussissent et s'enrichissent, qui composent l'élite mondialiste impitoyable et arrogante, les autres se voyant méprisés et abandonnés à leur sort.

Certes, les Gilets jaunes, ce n'est pas la Révolution, mais c'est le signe que, dans un moment où l'on croyait la société anesthésiée, le monde ouvrier liquidé, les artisans asphyxiés, le monde rural sacrifié, le signe que les citoyens enfin s'insurgent. Refusant les diktats politico-économiques et les leçons de bien-pensance, ils descendent dans la rue pour se faire entendre et clamer leur ras-le-bol et leurs exigences. Non à l'appel des partis et des syndicats dont ils ont appris à se méfier, mais d'eux-mêmes, un mouvement de masse des citoyens exaspérés par l'arbitraire, unifié autour de revendications fondamentales touchant à leur niveau de vie, à leur dignité, à leur identité.

Mais comment en est-on arrivé à ce raz de marée sur l'ensemble du pays, surtout dans la France rurale la plus menacée, la plus fragile, où nombre de villages et de petites villes ont perdu leurs commerces de proximité, leur bureau de poste, leurs écoles... Des zones mal desservies, où la voiture est indispensable pour se rendre au travail, faire ses courses, car les bus et les trains annoncés sont une promesse de plus. Un mouvement qui prend les allures d'une jacquerie que mesure mal le pouvoir enfermé dans son arrogance, ses fastes et son mépris. Le déroulé de la manipulation est éclairant qui s'inscrit dans le projet de liquidation d'une France périphérique tenue pour économiquement négligeable et culturellement rétrograde.

**1<sup>re</sup> pénalisation** : réduction de la vitesse de 90 à 80 km heure sur les routes départementales, celle des autoroutes restant à 130 km heure. Gain de temps : 50 km heure, ce qui incite nombre d'automobilistes à prendre l'autoroute et à payer, à l'exception des pauvres bougres qui continuent à se trainer sur les routes secondaires pour se rendre à leur travail. La justification est forcément humanitaire : sauver des vies humaines, alors qu'aucune étude sérieuse n'a été faite et qu'en septembre les accidents mortels ont augmenté.

**2<sup>e</sup> pénalisation** : matraquage des automobilistes avec l'augmentation massive du prix du diésel et de l'essence. Macron, Philippe et autres ministres de fortune nous expliquent qu'inciter les automobilistes à rouler propre (électrique ou hybride alors qu'hier encore on promouvait le diésel), serait un acte écolo-humanitaire. Sauver la planète, but louable, mais alors pourquoi taxer le carburant à la pompe et non celui utilisé par le maritime et l'aérien, gros pollueurs ? En outre, cette augmentation, censée aider la transition écologique, profitera surtout à l'Etat, ce que pensent 8 Français sur 10.

**3<sup>e</sup> pénalisation** : Dans la foulée, les sociétés autoroutières annoncent une augmentation prochaine des tarifs de péages. Et ce en toute légalité, cette clause figurant dans les accords passés avec l'Etat quand il leur a vendu son réseau public d'autoroutes (qui dégagait des bénéfices) en s'engageant, de plus, à entretenir ce réseau. En résumé, les royalties pour les grands groupes, la facture pour le contribuable taxé deux fois.

**4<sup>e</sup> pénalisation** : Dans le même temps, on nous annonce un durcissement des contrôles techniques (toujours la justification écologique) qui risque de mettre hors-la-loi une partie des propriétaires de véhicules, déjà pénalisés par la hausse des carburants. Et ce ne sont pas les aides

maigrelettes qui permettront l'achat d'un véhicule up to date, à un prix de vente tel qu'il est de facto hors de portée des classes moyennes et des couches prolétarisées.

Toutes ces mesures qui aggravent un peu plus la situation des Français périphériques, ces laissés pour compte de la République, ne concernent ni les riches mondialistes ni « l'élite » au pouvoir. Ces belles âmes écolo-« progressistes » (pour citer sans rire le président Macron) vivent en effet dans les mégapoles, de préférence dans les beaux quartiers, se déplacent en avion aux quatre coins du monde, se veulent planétaires, hors sol, liés ni à un territoire ni à un terroir, et imposent leur modèle économique et culturel arasant, à l'ensemble du monde. La voiture, pour eux, n'est pas un outil de travail mais une vitrine de luxe.

La France à deux vitesses fait corps avec la France à deux richesses. Et tandis que les revenus des riches augmentent comme jamais, ceux des Français moyens dégringolent. Sait-on par exemple que 56% des personnes bénéficiant de secours caritatifs et vivant sous le seuil de pauvreté sont des femmes isolées mais aussi des sexagénaires ? Dans le même temps, les départements doivent prendre en charge des jeunes migrants ; coût 2 milliards d'euros. Les contribuables paieront. Dans le camp des nantis, Carlos Ghosn, PDG de Renault-Nissan, salarié à hauteur de 13 millions d'euros par an, vient d'être arrêté au Japon pour avoir fraudé le fisc à hauteur de 35 millions d'euros. Insatiables, les riches affament les pauvres, ces « sans-dents » comme les avait qualifiés François Hollande.

Notre président, souriant et enjôleur, ne s'embarrasse pas de pareils problèmes. Encore que, dans son discours du 14 novembre, depuis le pont du porte-avions Charles de Gaulle (mise en scène grandiloquente et ridicule visant à séduire l'armée), il avait déclaré avoir compris les problèmes des Français mais qu'il entendait maintenir le cap et ce dans leur intérêt ! Dimanche soir, le Premier ministre a dit qu'il avait entendu le message des Gilets jaunes sans pour autant

envisager de supprimer les augmentations. Mercredi 21 novembre, le Président a confirmé : il ne cèdera pas aux vents mauvais qui soufflent... Ce beau monde, tout en feignant de compatir, diabolise la « lèpre populiste » que le président n'hésite pas à comparer aux années 30 qui virent l'arrivée des nazis au pouvoir. Philippe, lui, évoquera même la « nuit de Cristal », se gardant bien de rappeler que les actes antisémites ont augmenté en France de 69% sur les neuf premiers mois de l'année, essentiellement dans les milieux islamistes : mais, dans la perspective des élections européennes, il ne faut pas désespérer les banlieues et les électeurs potentiels qu'elles représentent.

Le président, d'une main, vide les poches des Français, d'autre part feint de les comprendre en proclamant qu'il a la France au cœur alors qu'en 2017 il n'hésitait pas à la juger coupable de « crimes contre l'humanité ». En réalité, la France compte peu par rapport à la quête de profit des grands groupes internationaux et moins encore la France périphérique qui, désespérée, vote populiste, crime de lèse-majesté pour le pouvoir.

Les signes avant-coureurs de la révolte perçaient déjà lors de la marche du soldat Macron sur les champs de batailles de 14-18 : lui qui visait à retrouver une stature nationale, qui jouait au patriote, a été harcelé par tous ceux qui n'en peuvent plus des taxes, des augmentations, des réglementations, des lourdeurs administratives... La marche qui se voulait triomphale s'est transformée peu à peu en déroute. Et ce n'est pas le raout du 11 novembre réunissant 80 chefs d'Etat autour du président qui l'a racheté aux yeux des citoyens. Sa Suffisance s'est encore manifestée en snobant cette année le congrès des maires de France, se permettant en revanche d'en inviter à l'Elysée 2000 triés sur le volet. Pour leur seriner de souriantes banalités. Quelques-uns ont toutefois décliné cette invitation.

La déferlante des Gilets jaunes montre bien que le peuple a

compris ce que préparait le pouvoir. Loin de se résigner, ils multiplient les actions. Il ne s'agit plus d'un feu de paille mais d'une prise de conscience durable. Une fois encore le bon sens populaire (la « *common decency* » qui, disait Orwell, a déserté les classes dirigeantes) l'emporte. Les yeux s'ouvrent et des centaines de milliers de citoyens veulent se réapproprier leur histoire, avoir un regard critique sur un pouvoir qui les manipule. Il faut les entendre entre deux slogans entonner *La Marseillaise*, hymne que boudent nos « élites » mais symbole, pour le peuple, de son pays et de sa liberté.

Ce pouvoir pourra-t-il encore longtemps camper sur ses positions et ignorer cette France majoritaire qu'il a bernée en 2017 en lançant une OPA réussie sur l'Élysée (s'appuyant pour cela sur des médias aux ordres des grands financiers qui ont fabriqué Macron), s'appuyant sur une Justice à vitesse variable et sur des politiciens opportunistes et veules ? Il peut, tactique éprouvée, laisser pourrir la situation ou infiltrer des casseurs dans le mouvement pour le discréditer, cela s'est vu. Mais jusqu'à quand ?

Explosion de colère ou jacquerie ? La suite nous le dira...

**Max Chaleil**